

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle Carrières, Matériaux et Déchets
17 rue de la Plaine des Isles
89000 AUXERRE

Auxerre, le 26 mars 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

COVED (PAPREC)

1 rue Eugène Freyssinet
78280 BOUVIERS

Références : 240141
Code AIOT : 0024900044

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/03/2024 dans l'établissement COVED (PAPREC) implanté lieudit La Tournelle, 89340 Champigny. L'inspection a été annoncée le 18/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COVED (PAPREC)
- lieu dit La Tournelle - 89340 Champigny
- Code AIOT : 0024900044
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation inspectée est une Installation de Stockage de Déchets non Dangereux (ISDND).

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Modification du phasage d'exploitation	AP Complémentaire du 02/08/2016, article 2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Durée de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 1.7.7	Sans objet
3	Renouvellement des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 1.6.4	Sans objet
4	Mise en place des déchets	Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 2.2.4.3	Sans objet
5	Propreté	Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 2.2.9.1	Sans objet
6	Rapport d'accident et d'incident	Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 2.4.1.1	Sans objet
7	Plaintes	Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 2.4.1.2	Sans objet
8	Odeurs	Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 3.1.3	Sans objet
9	Départs de feu sur casier	Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 7.4.10.1	Sans objet
10	Mesures des niveaux d'odeurs	Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 8.3.1.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est apparu bien entretenu. L'exploitant s'est engagé à fermer son site de manière anticipée en décembre 2026 suite à la prolongation de son ISDND de SAINT-FLORENTIN.

Dans ce cadre, il est attendu la notification de la fin d'exploitation, la remise d'un dossier, ainsi qu'une mise à jour du phasage du site tel que prévu à l'article 1.7.7 de l'arrêté préfectoral.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Durée de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 1.7.7
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité
Prescription contrôlée : <p>Lorsqu'une installation classée citée à l'article 1.2 est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Dans le cas des installations de stockage de déchets, cette notification doit intervenir six mois avant la date de fin d'exploitation. La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">• l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;• des interdictions ou limitations d'accès au site ;• la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;• la surveillance des effets de l'installation sur son environnement. <p>Les mesures proposées pour assurer la surveillance des effets de l'installation constitueront le programme de suivi prévu par l'article 51 de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 susvisé. Il devra être établi sur une période d'au moins 30 ans.</p> <p>A la fin de la période d'exploitation du centre de stockage de déchets, tous les aménagements non nécessaires au maintien de la couverture du site, à son suivi et au maintien en opération des dispositifs de captage et de traitement du biogaz et des lixiviats sont supprimés et la zone de leur implantation remise en état.</p> <p>La clôture du site est maintenue pendant au moins cinq ans. A l'issue de cette période, les dispositifs de captage et de traitement du biogaz et des lixiviats et tous les moyens nécessaires au suivi du site doivent cependant rester protégés des intrusions et cela pendant toute la durée de leur maintien sur le site.</p> <p>Conformément à l'article L. 515-12 du code de l'environnement et aux articles R.515-24 à R.515-31 de ce même code, l'exploitant propose au préfet un projet définissant les servitudes d'utilité publique à instituer sur tout ou partie de l'installation de stockage de déchets. Ce projet est remis au préfet avec la notification de la mise à l'arrêt définitif de l'installation, prévue par l'article R 512-74 du code de l'environnement.</p> <p>Ces servitudes doivent interdire l'implantation de constructions et d'ouvrages susceptibles de nuire à la conservation de la couverture du site et à son contrôle. Elles doivent assurer la protection des moyens de captage et de traitement du biogaz, des moyens de collecte et de traitement des lixiviats et au maintien durable du confinement des déchets mis en place. Ces servitudes peuvent autant que de besoin limiter l'usage du sol du site.</p> <p>Au moins six mois avant le terme de la période de suivi, l'exploitant adresse au préfet un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur l'état du site. Ce mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer, dès la fin de la période de suivi, la mise en sécurité du site.</p>
Constats : <p>Dans le cadre de la prolongation de son ISDND à Saint-Florentin, la société COVED a demandé dans un porter à connaissance déposé le 28/11/2022, la fermeture anticipée de son ISDND de Champigny en décembre 2026 ; ceci afin de participer à l'atteinte des objectifs en termes de diminution des capacités d'enfouissement de déchets non dangereux en Région BFC et notamment dans l'Yonne tel que décrit dans le SRADDET BFC.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans le cadre de cette fin d'exploitation, il est attendu de l'exploitant, dans les délais réglementaires requis, la notification de fin d'exploitation et un dossier avec les éléments prévus par son arrêté préfectoral d'autorisation ainsi que par les articles du titre IV (fin d'exploitation) de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Modification du phasage d'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/08/2016, article 2
Thème(s) : Autre, Autre
Prescription contrôlée : Pour l'exploitation du casier D, l'article 2.1.1.1 « Phasage d'exploitation » de l'arrêté préfectoral n° PREF-DCPP-2011-0473 du 29 décembre 2011 est modifié de la façon suivante : L'exploitation des casiers est menée selon les principes du plan de phasage présenté dans le dossier de demande de modification déposé auprès de M. le Préfet de l'Yonne le 15 avril 2016 et annexé au présent arrêté. Le casier nommé D dans le dossier de demande d'autorisation initial se décompose désormais et selon le plan de phasage en 16 casiers en mode bioréacteurs, répartis sur trois niveaux : [voir tableau art 2 APC].
Constats : Le casier D2.5 est en cours d'exploitation depuis le 16/10/23. Celle-ci devrait durer jusqu'en juillet 2024. L'exploitant prévoit un nouveau casier D2.3 (en cours de construction) avec 2 subdivisions pour finaliser l'exploitation du site jusqu'en décembre 2026.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans le cadre de la modification du phasage suite à la fermeture anticipée du site, il est attendu de l'exploitant un porter à connaissance pour décrire ce phasage ainsi qu'une mise à jour des garanties financières du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Renouvellement des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 1.6.4
Thème(s) : Situation administrative, Déchets
Prescription contrôlée : Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 1.6. Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 1 ^{er} février 1996 modifié.
Constats : Dans le cadre du renouvellement des garanties financières du site, l'exploitant a fourni le 15 mai 2023 un acte de cautionnement valable jusqu'au 30 mai 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Si la modification du phasage d'exploitation entraîne une modification des garanties financières du site, l'exploitant mettra à jour celles-ci comme décrit au point précédent.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 4 : Mise en place des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 2.2.4.3
--

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

Les déchets sont déposés en couches successives et compactées sur site. Ils sont recouverts périodiquement pour limiter les envols et prévenir les nuisances olfactives.

La zone d'exploitation en cours est recouverte par une couverture périodique (dont l'objectif est de neutraliser les odeurs) aux fréquences minimales suivantes :

- en période estivale (du 15 juin au 15 septembre) : chaque fin de journée,
- le reste de l'année : chaque fin de semaine et chaque veille de jour férié.....

La surface maximale de déchets non recouverts sur une alvéole en exploitation est limitée à 1 500 m².

Constats :

Le conducteur d'engin au niveau du casier en cours d'exploitation réalise une couverture périodique le vendredi hors période estivale, prend une photo de celle-ci et génère un rapport qui fait office de constat. L'exploitant a présenté les différents rapports associés pour toutes ces couvertures périodiques réalisées le vendredi depuis le début de l'année 2024.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 5 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 2.2.9.1
--

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, ... Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues, des filets anti-envols sont mis en place en tant que de besoin.

Constats :

Des filets anti-envols sont disposés autour du casier en cours d'exploitation, coté limite du site.

L'exploitant réalise des ramassages réguliers des envols autour du site et le long de la route empruntée par les camions amenant les déchets. Il enregistre les différentes tournées de ramassage de déchets dans un fichier avec des photos pour constater ceux-ci.

Pour 2022, il indique avoir réalisé 1 530 h de ramassage de déchets.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 6 : Rapport d'accident et d'incident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 2.4.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant tient à jour un registre pour les accidents/incidents. Le dernier départ de feu concerne un engin hors du casier suite à une fuite hydraulique. Une fiche RETEX a été présentée par l'exploitant concernant cet incident et le suivi des actions correctives, notamment la mise en place d'un bouton poussoir sur l'engin pour le déclenchement de l'extincteur du moteur. Les 2 précédents incendies datent de 2019 suite à des apports de déchets de l'entreprise SOPREMA. Ces derniers ne sont plus accueillis sur site mais sur l'ISDND de Coved à Saint-Florentin où une procédure particulière pour leur broyage hors casier a été mise en place pour éviter tout départ de feu.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Plaintes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 2.4.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspecteur des installations classées un registre des plaintes sur lequel il consigne toute réclamation. Il y précise a minima l'objet, l'origine, la description de la réclamation, le cas échéant les conditions météorologiques, ainsi que les suites données.
Constats : L'exploitant tient à jour un fichier de suivi des différentes plaintes notamment pour odeurs avec les actions correctives associées. 18 plaintes pour odeurs ont été enregistrées depuis début 2024. Elles concernent 2 plaignants. Des travaux de terrassement pour le nouveau casier ont pris du retard compte tenu des intempéries entre novembre 2023 et fin février 2024 (4 mois au lieu de 2 mois). Lors de ces travaux pour faciliter le passage des engins, à la journée, le captage du biogaz n'est pas réalisé en continu sur la partie concernée par les travaux d'où des odeurs possibles ressenties. La fin des travaux devrait permettre une amélioration du ressenti en termes d'odeur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 3.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. L'exploitation est menée de manière à limiter autant que faire se peut les dégagements d'odeurs par exemple, en recouvrant immédiatement les déchets à l'origine d'émissions olfactives importantes. Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobiose dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés. L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances. Cette évaluation porte sur une mesure des niveaux d'odeurs effectuée conformément aux normes en vigueur.
Constats : Le recouvrement périodique en fin de semaine des déchets est réalisé dans le casier en exploitation pour éviter l'émission d'odeurs. Le bassin de lixiviats est aéré au besoin et des plaques d'absorbants d'odeur sont situées autour de celui-ci.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Départs de feu sur casier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 7.4.10.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un réseau de caméra à détection infrarouge qui surveille l'intégralité de l'alvéole en cours d'exploitation, la zone de déchets ouverte étant balayée par au moins 2 capteurs. Ce réseau de caméra est relié à une alarme dans le bâtiment administratif et à un appel 24 h / 24 vers le responsable d'exploitation ou un cadre d'astreinte.
Constats : Actuellement 3 caméras thermiques sont disposées autour du casier (1 supplémentaire en prévision du changement vers le nouveau casier). 2 seuils sont associés pour le déclenchement de l'alerte (110° C hors heures ouvrées et 260° C lorsque que les engins sont sur le casier pour éviter le déclenchement intempestif lors du passage de ces derniers devant les caméras). L'exploitant affirme qu'à 16h30, s'il n'a pas abaissé le seuil de 260° C à 110° C, l'organisme assurant la télésurveillance du site le fait. Un test de déclenchement des caméras "Champigny 3 et 2 " a été réalisé en abaissant le seuil à 110° C en journée avec les engins sur le casier. L'organisme assurant la télésurveillance du site a appelé l'exploitant suite au déclenchement. L'exploitant reçoit par ailleurs des sms sur son portable lors des déclenchements.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il convient d'apporter les éléments de clarification concernant le rôle de l'exploitant et de l'organisme dans l'abaissement des seuils de déclenchement des caméras hors présence de personnel.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 10 : Mesures des niveaux d'odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 8.3.1.3
--

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

L'exploitant procède tous les 5 ans où à la demande de l'inspection des installations classées à une mesure des niveaux d'odeurs des différentes sources présentes sur le site, selon les normes en vigueur.

Ces mesures sont également réalisées la première année à compter de la notification du présent arrêté afin de tester l'efficacité des couvertures de déchet.

Constats :

Depuis 2021, l'exploitant réalise une mesure annuelle des niveaux d'odeurs. La dernière campagne de mesures des odeurs a été réalisée en 2023. Elle permet d'estimer le débit d'odeur en unité d'odeur par heure et dépend de la quantité de soufre dans le biogaz.

Les dernières mesures pour le site sont :

- 2021 : 465.10^6 UO/h

- 2022 : 106.10^6 UO/h

- 2023 : 192.10^6 UO/h (gaz plus chargé en soufre que les dernières années).

Type de suites proposées : Sans suite
--